



Fédération des femmes du Québec

Le féminisme en bref

VOLUME 11 • NUMÉRO 1 • JUIN 2000

Mot de la présidente

VOUS SENTEZ-VOUS FÉBRILES ?

À la veille de partir pour de courtes vacances, je me sens comme une coureuse de fond qui voit la ligne d'arrivée poindre à l'horizon. Une ligne qui se rapproche dangereusement. Au-dedans de moi, une question : « Serons-nous prêtes ? » et une réponse : « Oui, nous n'avons pas le choix... De toutes façons, il y a tellement de femmes qui s'activent à la préparation de la Marche que nous allons y arriver. »

C'est terriblement excitant de penser que les Québécoises se mettront en marche en même temps que des milliers de femmes dans le monde. Nous nous sentons partie prenante d'un très vaste mouvement porteur d'espoir et de changement. Nous commençons à sentir la mobilisation des femmes dans toutes nos régions, dans nos groupes, dans nos syndicats. Ça lève !!!

Des représentantes de la Marche au Québec ont rencontré le Premier ministre, monsieur Bouchard et la ministre à la Condition féminine, madame Goupil, à deux reprises ainsi que tous les ministres concerné-e-s par nos revendications.

Le gouvernement du Québec a bien compris que les femmes – et de nombreux hommes – seront présents en grand nombre à l'automne pour dire non à la pauvreté et à la violence faite aux femmes. Un constat s'impose : le gouvernement est à l'œuvre pour apporter des réponses aux femmes en octobre.

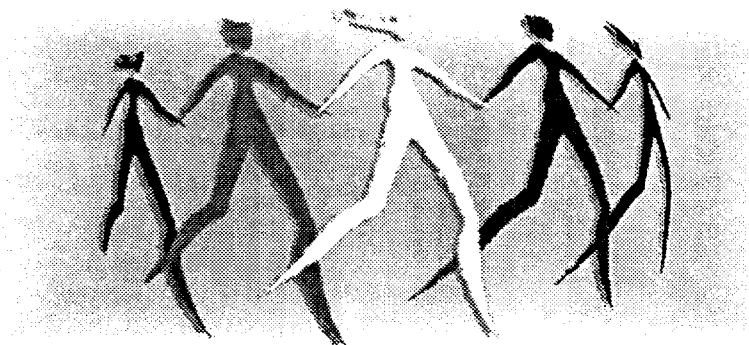
Cependant, ne pavoisons pas trop vite. Plusieurs revendications font face à des réticences énormes et notre mobilisation demeure essentielle pour avoir gain de cause. Mentionnons particulièrement : le barème plancher à la Sécurité du revenu, la hausse du salaire minimum, la contribution gouvernementale au Régime des rentes du Québec pour les toutes femmes qui ont de jeunes enfants, un financement de soutien pour les groupes de femmes appartenant à des communautés culturelles et l'accès universel des immigrantes à des mesures de francisation avec allocation.

Les autres revendications font l'objet de discussions diverses. Le travail avance... lentement. Il nous faut encore expliquer, convaincre, argumenter. Nous lançons donc un appel à toutes pour mobiliser les femmes et les hommes de tous les milieux en appui à nos revendications. La signature de la carte d'appui contribue aussi à signifier l'ampleur du soutien à la Marche. Les rencontres avec nos député-e-s sont importantes. Bref, faut pas lâcher, le fil d'arrivée est proche !

Je vous souhaite donc de bonnes vacances car nous avons besoin de refaire nos forces. Un peu de soleil serait bienvenu, maintenant et en octobre !

À bientôt !

Françoise David
Présidente



Sommaire

Volume II • Numéro I JUN 2000

<i>Mot de la présidente</i>	1
L'assemblée générale 2000 . . .	3
Le Prix Idola St-Jean	5
Vous inquiétez-vous de la relève ?	6
2000 bonnes raisons de marcher : Les activités du 4 juin	7
Les revendications canadiennes	9
Une chaîne de solidarité . . .	10
Un cours de droit pour Madame la Ministre?	13
<i>Nouvelles en vrac</i>	14

COLLABORATRICES

Alexa Conradi
Françoise David
Irène Demczuk
Hélène Duquette
Claudette Lambert
Manon Massé
Diane Matte

COORDINATION

Nicole Caron

RÉVISION ET CORRECTION

Vivian Bardot
Nicole Caron

DESIGN GRAPHIQUE ET INFOGRAPHIE

Claudette Rodrigue

Le Féminisme en Bref paraît
quatre fois par année.
Il est publié par la
Fédération des femmes
du Québec.

Adresse:

110, rue Ste-Thérèse
Bureau 309
Montréal, Québec H2Y 1E6
Téléphone : (514) 876-0166
Télécopieur : (514) 876-0162

Courriel : femmes@ffq.qc.ca

Site Internet :

<http://www.ffq.qc.ca>

Féminisme en bref du mois de septembre

Compte tenu de l'imminence de la Marche mondiale, nous serons dans l'impossibilité de produire *le Féminisme en bref* de septembre, comme par les années passées. Cependant, vous recevrez par la poste des informations concernant les activités de la Marche et de la FFQ en général. Vous pourrez aussi visiter le site internet à cet effet.

Errata Rapport d'activités

Quelques erreurs se sont glissées dans la version du rapport d'activités 1999-2000 que nous vous avons fait parvenir en mai dernier. En annexe, dans la liste des comités de travail, nous avons oublié de mentionner l'existence du comité de stratégie international. Quelques noms de membres de divers comités ont aussi été omis. Nous nous en excusons et vous assurons que la version d'archives sera corrigée.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2000

Vendredi soir, 26 mai : un encan chinois dynamisant

C'est dans une salle comble, chauffée à bloc que nous avons tenu l'encan chinois. Les participantes avaient le sourire fendu jusqu'aux oreilles et les porte-monnaie bien ouverts. L'encan chinois, animé par Manon Massé et Julie Larose, offrait une diversité d'objets de la Marche du Pain et des roses et de la Marche mondiale des femmes.

Nous avons vécu un moment historique quand Idola St-Jean en personne (Julie Raby), grâce à la générosité et à la complicité de Marie-France Dozois, a mis à l'encan un chèque daté de 1921 libellé à son nom. Cet objet d'une valeur inestimable a suscité beaucoup de convoitise de la part des participantes.

La chance, principe directeur d'un encan chinois, a bien fait les choses puisque Marie-France Dozois a gagné à son tour un autre objet de grande valeur. Il s'agissait du dossard de Christiane Sibillotte, la marcheuse qui avait parcouru 200 kilomètres en 1995, malgré son âge avancé.

La trentaine d'objets mis en vente a donc permis à la FFQ de ramasser 324 \$. Nous avons eu beaucoup de plaisir. Qui sait ? Peut-être que l'encan chinois deviendra une tradition chez nous !

Samedi, 27 mai : une assemblée brève et efficace

Tel que prévu, cette année, nous avons condensé l'assemblée générale sur une journée et demie. Après nous être bien amusées le vendredi soir, nous avons entamé la journée du samedi avec le défi de terminer le tout pour 17 h. C'est sous la présidence de Micheline Bourassa, accompagnée de Lynda Gadoury au secrétariat, que nous avons navigué durant cette journée. Un gros merci à toutes les deux.

Nous avons débuté la journée par la présentation en survol de l'ensemble du travail réalisé en 1999-2000. Vivian Barbot, vice-présidente aux membres individuelles, nous a fait revivre en quelques minutes les moments chauds de la dernière année. Si vous n'avez pas encore lu le rapport d'activités 1999-2000, je vous invite à le faire. Vous verrez que notre Fédération est bien vivante et que même, parfois, l'équipe de travailleuses et de bénévoles croule sous le poids de la tâche.

En ce qui a trait au plan de travail pour l'année en cours, nous nous affairons à la réalisation de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, dans ses volets national, pancanadien et international.

En 2001, nous prendrons le temps de faire le bilan complet de la Marche mondiale à tous les niveaux. De plus, nous procéderons à l'adoption de notre plate-forme politique à l'automne. L'assemblée générale a aussi adopté une recommandation pour que la Fédération tienne un congrès d'orientation en 2002. Dans les mois suivant la réalisation de la Marche, nous réfléchissons donc, ensemble, aux orientations concernant l'avenir de la FFQ.

Par ailleurs, l'assemblée a donné à l'équipe de travail le mandat de faciliter le rassemblement des Québécoises à New York. À cet effet, vous trouverez sur le site internet de la Marche, les consignes concernant ledit rassemblement et les informations sur le lieu du ralliement à New York.

Finalement, nous avons adopté à l'unanimité une résolution de soutien à la lutte des orphelins et orphelines de Duplessis, présentée par les Sœurs auxiliaires, afin que le gouvernement du Québec, les autorités ecclésiastiques et la Corporation des médecins acceptent la proposition de créer un fonds de compassion pour les victimes. Nous croyons que cela permettra aux personnes traitées injustement dans le passé de vivre décemment et dans la dignité, et de se sentir citoyens et citoyennes à part entière.

Nous avons aussi adopté les états financiers de 1999-2000 ainsi que les prévisions budgétaires pour 2000-2001. Pour résumer très brièvement la situation, je reprendrai ici la désormais célèbre phrase de notre trésorière : « Pour l'année 1999-2000, la Fédération des femmes du Québec a injecté dans l'économie québécoise plus d'un million de dollars dont 635 000 en salaires. » Voilà où nous en sommes.

Manon Massé
Coordonnatrice générale

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2000

Conseil d'administration 2000-2001

Tous les postes ont été comblés au conseil d'administration de la Fédération des femmes pour l'année 2000-2001. Nous remercions chaleureusement les membres sortantes, Francine Faucher et France Neveu, qui ont contribué de manière significative, chacune à sa façon, à l'avancement des Québécoises de toutes origines. Par ailleurs, nous saluons l'arrivée de deux nouvelles membres, Jocelyne Leblanc et Lucy Lopez, que nous avons le plaisir d'accueillir parmi nous.

Les membres du conseil d'administration pour l'année 2000-2001 sont :

Françoise David, présidente,

Vivian Barbot, vice-présidente aux membres individuelles

Thérèse Hurteau-Farinas, (Coffre inc.), vice-présidente aux membres associatives

Danielle Moreau, trésorière,

Marie-Claude Sarrazin, secrétaire

Louise Beaudry, Centre avec des Elles

Ghislaine Cournoyer, Table de concertation des groupes de femmes en Montérégie

Danielle Ducharme, Comité de condition des femmes de la CEQ

France Dutilly, Conseil régional de la Montérégie

Claudine Émond, Regroupement des femmes de la Côte-Nord

Lucie Girard, Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec

Sophie Guérin, Conseil régional de Québec

Lise Lamontagne, Réseau québécois d'action pour la santé des femmes

Josée Laporte, Conseil régional du Saguenay

Jocelyne Leblanc, Réseau des groupes de femmes des Laurentides

Francine Lévesque, Comité condition féminine de la CSN

Lucy Lopez, Conseil régional de Montréal

Mela Sarkar, Centre communautaire des femmes sud-asiatiques



Christiane Sibilotte, la marcheuse la plus âgée de la marche en 1995.

REMISE DU PRIX IDOLA SAINT-JEAN 2000

Le 26 mai dernier, dans le cadre de son assemblée générale annuelle, la Fédération des femmes du Québec a remis le Prix Idola Saint-Jean. Ce prix honorifique est destiné à souligner la contribution exceptionnelle d'une femme ou d'un groupe de femmes à l'amélioration de la situation des femmes au Québec.

Cette année, le Prix Idola Saint-Jean a été décerné au *Collectif des femmes immigrantes du Québec*. Premier organisme d'action, de formation, de sensibilisation et d'information pour les femmes immigrantes au Québec, le Collectif regroupe des femmes, sans distinction de langue, d'origine ethnoculturelle, de statut socio-économique ou de statut d'immigration.

Tout comme Idola Saint-Jean, le Collectif des femmes immigrantes du Québec poursuit un idéal de justice sociale. Depuis 1983, son action vise le rapprochement entre la population immigrante et québécoise, la promotion du statut des femmes immigrantes et l'amélioration de leur intégration dans la société québécoise.

Grâce à son implication, le Collectif a permis au mouvement des femmes du Québec de s'ouvrir à la diversité.



Aoura Bizarri et le Collectif des femmes immigrantes

Mention spéciale 2000

Cette année, la Fédération des femmes du Québec a aussi remis une mention spéciale « Audace et détermination » à l'organisme *Stella*. Cette mention spéciale est destinée à souligner la contribution de Stella à l'avancement du débat sur le travail du sexe au sein du mouvement des femmes du Québec.

Depuis 1995, Stella œuvre à briser un cercle de marginalisation et de violence particulièrement contraignant en regroupant des travailleuses et extravaillleuses du sexe. Ces femmes rejetées ou stigmatisées par la société peuvent, grâce à Stella, s'unir pour défendre leurs droits et s'outiller afin d'intervenir pour renverser des situations inacceptables d'exploitation et de dépendance. C'est avec courage et détermination que Stella travaille à changer les choses.

La Fédération des femmes du Québec est fière de rendre public le travail de ces femmes qui contribuent à l'avancement de la société québécoise.

Claudette Lambert

Responsable du comité de sélection pour le Prix Idola St-Jean



Idola Saint-Jean elle-même (Julie Raby).



Claire Thiboutot et Marie-Claude Charlebois de Stella

VOUS INQUIÉTEZ-VOUS DE LA RELÈVE ?

L'an prochain à la même date, la Fédération des femmes du Québec aura une nouvelle présidente. Après sept ans à la tête de la FFQ, je laisse la place à la relève, ce qui est une excellente chose. Il n'y a rien de pire pour un mouvement social que les présidences à vie ! Nous avons besoin de nouvelles idées, de nouvelles énergies, de nouvelles têtes.

Le conseil d'administration a discuté de la relève. Ses membres ont réfléchi individuellement et collectivement à des candidatures éventuelles, non pas pour imposer quoi que ce soit ou qui que ce soit aux membres de la FFQ, mais pour éviter de nous retrouver sans candidates l'an prochain. Suite à cette réflexion, Vivian Barbot, actuellement vice-présidente aux membres individuelles, a annoncé au conseil qu'elle songeait sérieusement à poser sa candidature à la présidence et a reçu l'appui de ses membres.

Le conseil a décidé, avec l'accord de Vivian, de faire part, de façon informelle, des intentions de notre vice-présidente aux membres. En même temps, le conseil tient à souligner que cela ne dispose pas du tout de la possibilité qu'il y ait d'autres candidates et qu'une élection démocratique est toujours possible dans le cadre de l'assemblée générale.

Toutes nos membres sont éligibles au poste de présidente et ont désormais près d'un an pour y penser. L'année qui vient offrira l'occasion à toutes les candidates éventuelles, Vivian Barbot et peut-être d'autres, de se faire connaître.

L'année prochaine sera aussi une année où la réflexion sur les suites de la Marche mondiale des femmes prendra une place importante. L'assemblée générale de mai 2001 verra probablement des changements poindre à la FFQ. Un congrès d'orientation est prévu pour 2002. De beaux défis en perspective !

Françoise David

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000



Volet québécois

Les activités du 4 juin

Le dimanche 4 juin 2000, quelques milliers de femmes, d'hommes et d'enfants ont participé aux activités commémorant le 5^e anniversaire de la marche du *Pain et des roses*. Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, cette activité a servi à recueillir des fonds qui permettront aux comités locaux et régionaux de réaliser leurs activités en octobre. Elle a aussi contribué à sensibiliser et à mobiliser la population pour l'automne.

C'est dans la diversité que la majorité des régions du Québec ont marqué l'événement, malgré le temps froid et fort peu clément un peu partout ! À certains endroits, les médias ont soutenu les activités en leur accordant une bonne couverture alors qu'ailleurs il se sont plutôt fait discrets. Plusieurs organisatrices des comités régionaux et locaux s'affairent encore à effectuer le bilan de cette activité charnière, mais, en attendant, voici tout de même quelques nouvelles :

À *Montréal*, un peloton de près de 300 cyclistes représentant la Marche mondiale des femmes a participé au Tour de l'Île. Après un rassemblement autour de la tente de la Marche au parc Jeanne-Mance, les cyclistes, leurs vélos décorés de ballons portant l'emblème de la Marche, se sont mêlé-e-s aux autres participant-e-s tout au long du parcours. Parallèlement, des membres de la Coalition de l'île de Montréal ont profité de la journée pour recueillir des signatures en appui à la Marche.

Dans les *Laurentides*, les restaurants de la municipalité régionale de comté (MRC) Antoine-Labelle ont commencé à couvrir leurs tables de « napperons de la Marche ». En effet, quatre séries de napperons commandités ont été conçus pour présenter l'un ou l'autre des quatre grands thèmes des revendications de la Marche ainsi que des informations d'ordre plus général sur l'événement.

Dans *Lanaudière*, à Mascouche, une centaine de marcheuses se sont rendues au parc Masson où une tonnelle déjà existante a été proclamée lieu de recueillement et de non-violence. Une plaque portant une citation de Martin Luther King y a été inaugurée et une inscription disant « Non à la violence aux femmes et non à la pauvreté, Marche mondiale des femmes 2000 » y sera ajoutée.

À Amos, en *Abitibi-Témiscamingue*, enfants et adultes ont pu inscrire des messages et faire des dessins sur de grandes bannières que les marcheuses porteront dans leur région lors des activités d'octobre.

Au *Saguenay-Lac Saint-Jean*, 820 personnes ont participé à des marches sur les quatre territoires des MRC. Plus de 22 000 dollars ont été ramassés et 2 000 signatures d'appui ont été recueillies ! Le quotidien régional leur a dédié la une le lendemain ! Mission accomplie.

Dans la région de *Québec*, le marchethon a également porté fruit et plus de 300 marcheuses ont recueilli plus de 12 000 dollars. Même chose en *Mauricie* où la population a fourni la somme de 4 000 dollars en commanditant les 300 marcheuses.

Dans le *Nord du Québec*, des roses en pain ont été vendues, à travers la région, à plus de 400 automobilistes. De plus, des femmes de la communauté autochtone de *Oujébougomou* se sont jointes à l'action et se sont engagées à participer au comité local de Chibougameau pour les activités d'octobre.

Sur la *Côte-Nord*, le maire de Baie-Comeau et des député-e-s de comté ont prononcé des allocutions au sujet des revendications de la Marche des femmes. La Marche a également bénéficié de plusieurs entrevues à la télévision de Radio-Canada.

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

En *Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine*, lors du lancement de la programmation régionale des activités de la marche, 650 kilomètres de marche ont été mis en vente auprès des grandes entreprises régionales et des organismes socio-économiques régionaux.

Dans toutes les MRC du *Bas Saint-Laurent*, des chaussettes en carton de couleur vert lime, symbolisant à la fois la pauvreté et les luttes des femmes, ont été mises en vente pour financer les activités de l'automne. On demande aux acheteurs et aux acheteuses de les suspendre bien en vue aux façades des maisons, des commerces ou des lieux publics en signe d'appui à la Marche.

Dans *Chaudières-Appalaches*, un grand Bazar a récolté 2 000 dollars alors qu'en *Montérégie*, les nombreux kiosques et événements ont permis de continuer à vendre les billets pour le tirage régional qui aura lieu le 27 juin.

À *Laval*, les objectifs médiatiques ont été plus que comblés et 45 organismes de femmes sont partie prenante d'une importante démarche de sensibilisation auprès de la population.

Au *Centre du Québec*, plus précisément à *Gentilly*, le militant et syndicaliste Michel Chartrand a fait salle comble pour parler aux hommes de l'importance de soutenir la Marche.

Dans le *Bas Saint-François*, plus de 500 marcheuses et marcheurs de quatre villages, dont un de culture abénaquise, ont parcouru quelques kilomètres pour se rejoindre, poursuivre ensemble le périple et partager de l'eau de source, symbolisant ainsi la rencontre des quatre coins du monde.

Du pain et des roses ont été vendus ici et là à travers l'*Estrie* et la comédienne Huguette Oigny a apporté son soutien à la Marche en se produisant à *Coaticook* dans *La dame de cent ans*.

Dans l'*Outaouais*, une entente avec certains restaurants locaux a permis

de recueillir quelques milliers de dollars représentant un pourcentage sur les recettes de la journée.

Dans l'ensemble, nous pouvons retenir de cette journée du 4 juin 2000 qu'il y a incontestablement de plus en plus de gens qui soutiennent la Marche, malgré le fait que la mobilisation demeure un défi que nous aurons à relever ensemble jusqu'à la tenue des événements en octobre. Le financement des activités représente aussi un autre défi de taille pour plusieurs régions, mais certaines initiatives sont prometteuses et se dérouleront au cours de l'été et pendant l'automne.

Enfin et surtout, ce qu'il faut retenir c'est que contre vents et marées ou plutôt contre vents, pluies et temps froids, des centaines de travailleuses, militantes et bénévoles ont réussi à organiser et à mener à bien cette journée de mobilisation et de financement à travers tout le Québec. Félicitations à toutes ! Nous vous souhaitons de bien profiter de vos vacances pour refaire le plein d'énergie.

Hélène Duquette

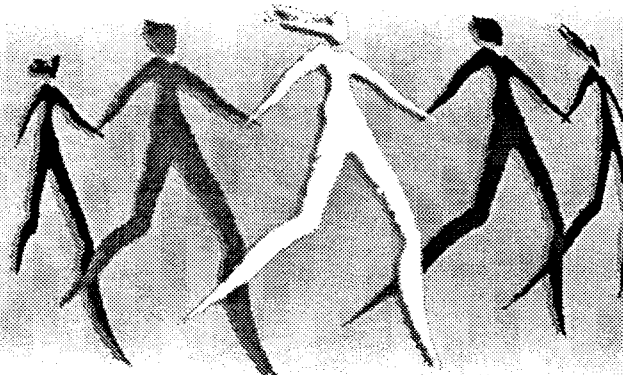
Responsable du soutien aux régions

Branchez-vous sur la Marche

Vous voulez tout savoir sur la Marche mondiale des femmes au Québec ? Quelles sont les revendications, les activités, les nouveaux communiqués de presse, les actions que vous pouvez poser ? Comment rejoindre un comité régional d'organisation de la marche ? Visitez le site internet de la Marche au Québec à l'adresse suivante :

www.ffq.qc.ca/marchequbec

Dites-le à vos amies et inscrivez l'adresse dans vos sites favoris.



LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

Volet canadien

Les revendications canadiennes

Les femmes du Québec marcheront avec leurs soeurs des autres provinces canadiennes. Depuis plus d'un an, nous travaillons ensemble à élaborer les revendications qui s'adressent au gouvernement fédéral. Nous avons aussi planifié trois actions dans la capitale canadienne (voir le tableau à la fin de cette section). De plus, des efforts importants ont été fournis pour faire le lien avec les groupes de femmes dans toutes les provinces et dans tous les territoires, en particulier pour rejoindre les femmes les plus marginalisées.

Les Québécoises sont-elles concernées par les revendications canadiennes ?

Le gouvernement fédéral dispose d'un énorme surplus budgétaire. Nous réclamons des réinvestissements dans le réseau de la santé qui, de toute évidence, en a grandement besoin et dans le logement social, trop longtemps délaissé par ce gouvernement. Pour lutter contre la pauvreté grandissante des femmes âgées, nous demandons une augmentation de la pension de vieillesse.

Pour ce qui est de l'assurance-emploi, nous revendiquons une amélioration du régime et des congés de maternité. En signe de solidarité, le comité canadien reconnaît la demande du Québec de gérer sa portion du budget alloué aux congés parentaux.

Au Québec, et dans toutes les provinces, nous essayons reculer après reculer dans le régime d'aide sociale. Nous exigeons donc la mise en place d'une norme garantissant le droit à l'aide sociale pour toutes les personnes dans le besoin.

Nous marcherons aussi pour assurer les droits à l'égalité, à la dignité et à la sécurité pour toutes les femmes. La lutte contre la discrimination et la violence faite aux femmes est au coeur de la Marche. Actuellement, aucun regroupement de lesbiennes n'existe au niveau pancanadien. Il est primordial que ces femmes puissent se rencontrer afin de discuter des stratégies à développer pour atteindre l'égalité et évaluer la possibilité de se regrouper de façon plus permanente. Nous demandons donc qu'il y ait une rencontre pancanadienne des lesbiennes.

La fréquence des agressions sexuelles, la violence conjugale, le racisme, dont sont victimes les femmes démontrent que, dans les faits, celles-ci ne sont pas traitées d'une manière égale. Le gouvernement doit se soucier de cette situation et consulter les groupes de femmes familières avec cette problématique, qui peuvent proposer des solutions pour y remédier. Le gouvernement doit les écouter et organiser des consultations en commençant par la réforme du Code criminel.

La survie et la création de nouveaux centres d'hébergement et de centres d'aide, autonomes et féministes, aux victimes d'agression sexuelle sont menacées par le manque d'investissements de la part du gouvernement fédéral. En conséquence, nous demandons un investissement récurrent de 50 millions de dollars par année.

Enfin, nous demandons une réforme progressiste de l'immigration afin d'accorder le statut d'immigrantes reçues à toutes les femmes qui viennent au Canada comme aides domestiques. Cette réforme devra aussi inclure, comme motifs acceptables de revendication du statut de réfugiée, la persécution fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle.

Les Québécoises doivent-elles se sentir solidaires des autres Canadiennes ?

Nous sommes souvent peu informées sur la situation des femmes des autres provinces.

À l'extérieur du Québec, il n'existe pas de réseau de garderies à 5 \$ par jour. La Colombie-Britannique vient tout juste d'annoncer la mise sur pied d'un service de garde en milieu scolaire à 7 \$ par jour. Dans les autres provinces, la recherche de bonnes garderies à un prix abordable s'avère très difficile.

Les gouvernements provinciaux jouent un rôle moins important que celui du Québec dans le financement des groupes de femmes, ce qui a causé la fermeture de beaucoup de centres de femmes.



LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

À l'extérieur du Québec, le système d'aide financière pour études post-secondaires, géré par le gouvernement canadien, ne comporte aucun régime de bourse et l'accès des femmes aux études post-secondaires est difficile. Nous demandons donc des améliorations à la condition des femmes à tous ces niveaux.

À la lumière de toutes ces revendications, ma conclusion à la question : « Pourquoi devons-nous nous sentir concernées ? » est claire. En tant que femme, j'ai besoin que ça change pour moi, pour ma fille... bref pour toutes les femmes. Moi j'ai trouvé mes 2000 bonnes raisons de marcher... pour que ça change ! Et vous ?

Actions principales de la Marche canadienne

15 octobre :
Rassemblement pancanadien à Ottawa. Québécoises et Québécois se rencontrent d'abord à Hull pour ensuite rejoindre leurs soeurs à Ottawa.

16 octobre :
Tribunal populaire sur les droits humains des femmes, organisé par le Comité canadien d'action sur le statut de la femme et l'Association canadienne des centres contre les agressions sexuelles.

17 octobre :
Lobby auprès des membres du gouvernement et de l'opposition.

L'hébergement est prévu à Ottawa. Vous pouvez appeler à la FFQ pour en savoir plus long (514-876-0166, poste 235).

Alexa Conradi

Responsable de la marche au Québec



Volet international

UNE CHAÎNE DE SOLIDARITÉ... FÉMINISTE

Il y a cinq ans, la Marche des femmes *Du pain et des roses* rassemblait devant le Parlement du Québec au-delà de 15 000 femmes et hommes réclamant des mesures pour lutter contre la pauvreté et pour mieux vivre. Il y a aussi cinq ans, se tenait à Beijing la Quatrième conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies dont le programme d'action a fait l'objet d'une évaluation tout récemment à New York. Entre ces deux événements, en 1995, nous avons concocté l'idée d'une marche mondiale des femmes parce que les femmes sont, à travers la planète, les premières à souffrir de la pauvreté, du manque d'accès aux soins, à la santé, à l'eau, à la terre, au logement et à l'éducation. Les femmes sont aussi les premières victimes des guerres, des violences, des viols, du trafic sexuel. La Marche mondiale des femmes propose des mesures pour mettre fin à ces fléaux. Il y a présentement plus de 4 500 organisations de femmes réparties dans 155 pays qui ont accepté de faire partie de cette immense chaîne de solidarité.

Comme vous le savez, le 8 mars dernier a marqué l'envol de cette action féministe mondiale. Marches, colloques, consultations publiques, activités artistiques, etc., les femmes ont fait preuve de créativité et d'imagination pour porter haut et fort leur parole. Afin de vous faire partager une parcelle de ces moments historiques et d'alimenter votre enthousiasme pour ce projet, nous vous invitons à visiter

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

notre galerie de photos à partir de notre site internet :
<http://www.ffq.qc.ca/marche2000/photos/index.html>

Prière de faire circuler ces photos dans votre milieu pour celles qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies.

Beijing plus 5 = faut y voir !!!

Le vendredi 9 juin, se terminait à New York la session spéciale de l'assemblée générale des Nations Unies portant sur l'évaluation de l'implantation de la plate-forme d'action de Beijing. Près de 4 000 organisations non gouvernementales (ONG) étaient présentes pour démontrer avec fermeté combien cette plate-forme est importante pour l'avancement des femmes. Elles voulaient aussi pousser les gouvernements à aller de l'avant et, surtout, à accroître les actions au niveau national et international pour favoriser l'atteinte de l'égalité, du développement et de la paix. Une nouvelle déclaration a été adoptée (après de longs pourparlers et des négociations auxquelles les ONG n'ont pas eu accès !) non sans quelques frayeurs.

Il était clair que certains gouvernements et des lobbies de l'extrême droite étaient à l'œuvre dans les corridors et les salles de négociation pour amoindrir la portée de la plate-forme d'action de Beijing et réduire son impact. Cependant, à cause de la présence des ONG, nous avons pu préserver certains acquis de Beijing (entre autres le langage concernant les questions liées à la santé reproductive et au contrôle du corps des femmes). De plus, dans le domaine de la violence faite aux femmes, des articles ont été ajoutés traitant de l'importance pour les États de se doter de lois condamnant les mariages forcés, le viol conjugal, les crimes d'honneur (rebaptisés crimes de la honte par plusieurs !), etc. Du côté de la mondialisation, il y a eu aussi quelques avancées afin de reconnaître l'impact spécifique de ce phénomène sur les femmes.

Les prochaines semaines serviront à raffiner l'étude de cette nouvelle déclaration afin de voir comment nous pourrions nous en servir pour garantir tous les droits humains des femmes. La Marche mondiale des femmes prend encore plus de sens. Il faut démontrer partout sur la planète que nous ne reculerons pas.



Des actions à surveiller

Comme vous le savez, les actions entourant la Marche mondiale des femmes ont lieu entre le 8 mars et le 17 octobre 2000. Plusieurs pays ont déjà réalisé leurs actions nationales, c'est le cas notamment du Burkina Faso, du Niger et de la République centrafricaine. Au Burkina, environ 10 000 femmes se sont rassemblées à Boromo (175 km de la capitale). Elles ont invité le gouvernement à venir entendre leurs demandes et à prendre les engagements nécessaires pour y répondre. Il en va de même pour le Niger et la République centrafricaine où les femmes se sont adressées à leur gouvernement. Ces dernières réclamaient entre autres : 50% des sièges dans les postes de décision, une loi pénalisant le harcèlement sexuel, la multiplication des points d'eau potable, la construction de logements sociaux, la mise en place de structures d'encadrement, de formation, d'alphabetisation fonctionnelle des femmes (en particulier des femmes

musulmanes), de postalphabetisation et des activités génératrices de revenus, etc.

Au mois de juin, des actions nationales auront eu lieu au Québec (le 4 juin, évidemment !!!), au Canada, en Suisse, en France et en Haïti. Dans ce dernier pays, les femmes ont l'intention, les 17 de chaque mois, de faire un rassemblement public devant l'une des institutions visées par la Marche (FMI, Banque mondiale, ONU, etc.). De plus, elles ont produit une publicité radiophonique reprenant le thème musical de la Marche qui passe régulièrement sur les ondes. En France, plusieurs actions ont eu lieu dans les divers départements.

À Paris, le 17 juin une manifestation est partie du Châtelet pour se rendre à la Bastille (pour une reprise symbolique par les femmes !!!) où il y a eu une énorme fête. Les Françaises ont marché prioritairement pour mettre fin aux violences, la précarité en emploi, la pauvreté en lien avec la mondialisation, les droits des sans papier et des femmes immigrantes, la santé des femmes, le droit à l'alimentation et à l'eau et les droits sexuels. Elles ont rassemblé environ 10 000 femmes, hommes et enfants.

En Suisse, des femmes ont trouvé une façon d'assurer un suivi à la Marche. À Chaux-de-Fonds, elles déposeront leurs revendications dans une immense urne en papier mâché faite en forme de pavé. Cette urne sera ouverte dans 20 ans et sera l'occasion de faire un bilan avec les filles et les petites filles des marcheuses !!!

Le 14 juin, à 18 h dans les différentes régions de la Suisse, les femmes ont marché. Cette date a été marquante pour les femmes suisses : en 1971, inscription dans la Constitution du principe de l'égalité des droits entre femmes et hommes et, en 1981, grève féminine pour protester contre la non application de ce principe notamment en matière salariale. Les femmes suisses se servent de cette date symbolique

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000

pour appeler les femmes à une action commune dans le cadre de la Marche.

Leurs revendications sont au nombre de huit et portent sur les thèmes suivants : demande de l'abaissement de l'âge de la retraite accompagnée de rentes suffisantes, des garderies de qualité et à prix raisonnable pour les enfants, même sol-mêmes droits pour les femmes immigrantes, à travail de valeur égale salaire égal, assurance maternité sans perte de gain et droit au congé parental, droit à l'avortement libre et gratuit, respect et application des droits des lesbiennes et reconnaissance des couples de même sexe, mise en œuvre de plan d'action et de prévention pour mettre fin aux violences faites aux femmes dans le couple, au travail, dans la société.

Nous vous invitons à visiter notre site internet www.ffq.qc.ca pour connaître l'évolution de la Marche et son impact dans diverses communautés. Nous avons un site informatif qui permet d'entrer en lien avec les sites de diverses coordinations nationales de la Marche. De plus, vous pouvez y signer une carte d'appui en ligne en choisissant un des slogans portés par les femmes du monde.

New York, New York

Plusieurs d'entre vous nous ont demandé comment se rendre à New York pour participer au rassemblement final de la Marche mondiale des femmes devant les Nations Unies.

Les groupes participants à la Marche recevront sous peu une liste de consignes autant pour le rassemblement de Washington (le 15 octobre) que celui de New York (le 17 octobre). Ces consignes seront également disponibles sur le site internet. Ce sont des informations générales sur l'horaire et le lieu des rassemblements, l'hébergement et les transports possibles. Cependant, il est à noter que l'organisation de ces déplacements se fait de façon autonome, c'est-à-dire que chaque organisme ou groupe d'individues est responsable de son séjour.

Pour les individuelles, nous vous invitons à contacter un des groupes participants à la Marche de votre région (vous pouvez voir la liste sur notre site internet) pour savoir si des autobus ou d'autres moyens de transport ont été organisés. De même, si vous avez planifié un déplacement avec un groupe d'amis et qu'il reste des places, vous pourriez aviser un groupe près de chez vous.

Il est à noter que l'ensemble des groupes participants à la Marche a été invité à organiser une action locale le 17 octobre pour marquer leur solidarité avec les femmes présentes à New York. Ainsi, au Québec, les groupes planifient une action qui aura lieu à midi le 17 octobre. Renseignez-vous auprès d'un groupe de femmes près de chez vous. Le slogan québécois est : « À midi, on fait du bruit ! »

Petit rappel

Si vous n'avez pas déjà acheté votre copie de la Mosaïque en hommage aux luttes des femmes qui relate une cinquantaine d'expériences de luttes de femmes dans autant de pays participants à la Marche, nous vous signalons qu'il est temps de le faire avant de partir en vacances. Pour une modique contribution de 10 \$ vous pourrez ainsi constater la richesse des mouvements de femmes d'ici et d'ailleurs et y puiser l'énergie nécessaire pour terminer notre sprint final dans ce mailon de solidarité qu'est la Marche.

Diane Matte

Coordonnatrice de la Marche mondiale



UN COURS DE DROIT POUR MADAME LA MINISTRE ?

Nous avons rencontré, durant les derniers six mois, plus de député-e-s et de ministres que nous ne pouvions l'espérer en tant que militantes. Lorsqu'on appartient à un groupe marginalisé, les rencontres avec les tenants du pouvoir sont rares. Elles revêtent donc une importance cruciale pour faire connaître les problèmes vécus et persuader nos interlocuteurs et interlocutrices qu'il faut mettre fin à la discrimination dans nos lois et nos politiques sociales.

Sensibiliser les ministres : on part de loin !

Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, nous avons rencontré, avec le Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ) et d'autres déléguées, quatre ministres concernant la revendication qui touche plus directement les lesbiennes. Ces ministres sont Lynda Goupil (Justice et condition féminine), François Legault (Éducation), Pauline Marois (Santé et Services sociaux), Robert Perrault (Relation avec les citoyens et Immigration). Aucun de ces ministres n'était sensibilisé à la question de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans les lois et les politiques de leur ministère. La majorité a manifesté de l'écoute et de l'intérêt, d'autres, une fermeture surprenante. Toutefois, dans chacune des rencontres, des pistes de réforme ont été discutées.

Nous avons été fort étonnées d'entendre de la part de Madame Goupil que les lesbiennes ne vivaient plus de discrimination dans les lois du Québec ; qu'elles n'avaient qu'à signer, devant notaire, des contrats de vie commune pour pallier à l'exclusion de leur couple et de leur famille du Code civil du Québec. Je me demande si la

Ministre aurait répondu la même chose aux femmes hétérosexuelles qui veulent bénéficier des protections offertes aux couples par le Code civil. Provenant d'une Ministre de la Justice et ancienne avocate spécialisée en droit de la famille, l'argument est choquant, voire inacceptable. Surtout lorsqu'on connaît les effets concrets de l'absence de protection juridique en matière conjugale.

Je donne cet exemple pour illustrer le long combat qu'il nous faudra mener ensemble pour obtenir l'égalité pour les lesbiennes. Le manque d'information des ministères et des élu-e-s, mais surtout, leur manque d'empathie face aux effets de l'exclusion sont les barrières les plus importantes auxquelles nous sommes confrontées. Il y a des minorités plus populaires que d'autres. Voilà pourquoi votre solidarité nous est si précieuse, voilà pourquoi votre sensibilité à cette question est notre espoir de demain.

La reconnaissance des conjointes lesbiennes dans les lois fédérales

Cet hiver, nous sommes aussi allées à Ottawa présenter un mémoire au Comité permanent de la Justice, puis au Sénat concernant le projet de loi C-23 sur la reconnaissance des couples de même sexe dans les lois fédérales. Le mémoire était présenté au nom de la Coalition québécoise pour la reconnaissance des conjoints et conjointes de même sexe. On se souviendra que la Ministre de la Justice, Madame McLellan, avait déposé le projet de loi en février dernier. Ce projet de loi, s'il est adopté, modifiera plus de 70 lois fédérales dont le régime de la sécurité de la vieillesse, l'impôt et les régimes de retraite des employés fédéraux.

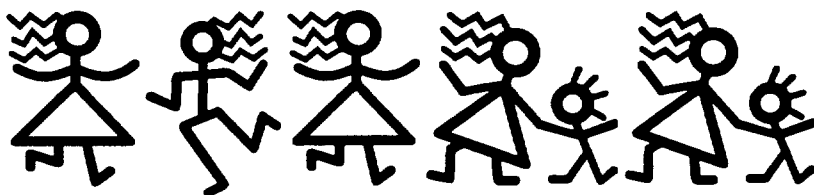
Je n'oublierai jamais l'épreuve qu'a été la présentation de ce mémoire durant la même période que Real Women of Canada et Focus on Family. Au Québec, nous ne sommes pas habituées à jouer du coude avec les groupes d'extrême-droite. Real Women est contre l'union de fait pour les femmes hétérosexuelles, alors imaginez un instant leur position à l'égard des lesbiennes...

Lors de la première lecture du projet de loi, plus du quart des député-e-s bloquistes avaient voté contre ou s'étaient abstenu-e-s. Avec la Coalition, nous avons initié une campagne de lettres auprès des député-e-s bloquistes et libéraux-ales récalcitrant-e-s qui a paru notamment sur net-femmes. Grâce au miracle électronique, la campagne a connu un franc succès. Trois jours plus tard, Gilles Duceppe, chef du Bloc Québécois, nous convoquait à son bureau. Quelques semaines plus tard, à la deuxième lecture du projet de loi, aucun-e député-e bloquiste ou conservateur-trice du Québec n'a voté contre, et tous les député-e-s libéraux-ales du Québec, à l'exception de Clifford Lincoln, ont voté pour ou se sont abstenus ! Le projet de loi C-23 sera, selon toute vraisemblance, adopté définitivement à la fin du mois de juin.

Des activités d'éducation populaire à venir

Le Comité s'est engagé aussi à réaliser des activités d'éducation populaire lors de la Marche en octobre prochain. De plus, la Marche des Femmes en l'an 2000 participera au défilé de la fierté gaie et lesbienne cette année. Avis à toutes celles qui sont intéressées à venir y participer ou à nous donner un coup de main. Si vous voulez joindre le Comité pour la reconnaissance des lesbiennes de la FFQ, vous pouvez le faire en tout temps, en appelant à la Fédération.

Irène Demczuk
Comité pour la reconnaissance
des lesbiennes



En bref

Des Montréalaises honorées

Sous la présidence d'honneur de la journaliste Nathalie Petrowski, plus de 300 personnes ont participé, le 12 mai dernier au Centre socioculturel de Brossard, au cocktail *Reconnaissance au féminin* organisé par *Inform'Elle*, organisme à but non lucratif spécialisé en droit de la famille.

Nous félicitons les six lauréates de la deuxième édition de *Reconnaissance au féminin* : mesdames Françoise Reid, Yolande-Auclair Sauriol, Marguerite Pearson-Richard, Lise Doyle, Louise Lavallée-Boudreau, et Carmen Brunet.

Source : Claire Dumesnil, agente de communications, *Inform'Elle*

De l'une à l'autre, le fil de l'histoire : récits de vie de femmes syndiquées

Propos recueillis par Sylvie Roche

Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, des femmes syndiquées du Québec joignent leurs voix à celles des femmes d'ailleurs. Elles nous disent, sous forme de récits, comment leur vie professionnelle et personnelle a changé au cours des années. Elles nous permettent ainsi de saisir de façon concrète certains effets des compressions effectuées par l'État et les transformations qui ont cours ici comme ailleurs dans le monde du travail et de la vie privée.

Voici donc une page d'histoire sur l'évolution de la société québécoise racontée par dix femmes provenant de diverses régions, de milieux économiques différents et œuvrant dans des domaines variés (travailleuse d'usine, secrétaire, technologue de laboratoire, enseignante, etc.). Elles décrivent le milieu dont elles sont issues, leur éducation, leur entrée sur le marché du travail, les contraintes auxquelles elles ont dû faire face – travail précaire, surcharge, pression et harcèlement, compétition – et les répercussions sur leur vie familiale, sociale, affective...

Militantes ou pas, elles ne sont en rien des porte-parole officielles du mouvement syndical, certaines jettent même un regard critique sur le fonctionnement de leur organisation syndicale ; elles identifient des lacunes, suggèrent des modifications. Quel sens donner aujourd'hui à l'engagement syndical, à l'engagement social ? Comment atteindre un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et la vie affective ? En retraçant ces parcours personnels, *De l'une à l'autre* esquisse un portrait où beaucoup d'entre nous reconnaitrons nos luttes et nos espoirs.

Sylvie Roche découvre les récits de vie à la fin des années 80 ; elle y consacre un mémoire de maîtrise, *Confidences du temps qui passe*, un document audio fait d'extraits d'histoires de vie qui remporte, en 1990, le prix Jean-Lucien-Caron décerné par l'Association de la recherche en communication du Québec et le ministère des Communications du Québec. Elle crée, en 1997, *Le parloir*, un service qui se consacre à l'entrevue, la rédaction et l'édition de récits, et au travail conseil. C'est la beauté de la parole ordinaire qui l'intéresse dans ces histoires, et le fait de donner forme au portrait général d'une collectivité à partir de vies individuelles.

Fondée en 1976, l'*Intersyndicale des femmes* regroupe des représentantes de comités de condition féminine de huit organisations syndicales : l'Association professionnelle des technologistes médicaux du Québec (APTMO), la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), la Centrale des professionnelles et professionnels de la santé (CPS), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Fédération autonome du collégial (FAC), la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

235 p., illustré - 14,95 \$

Une coédition de l'*Intersyndicale des femmes/Le Parloir / remue-ménage*